

Convention collective régionale

**IDCC : 863. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES,
(Ille-et-Vilaine et Morbihan)
(12 avril 1976)**

(Etendue par arrêté du 20 décembre 1978,
Journal officiel du 28 janvier 1979)

ACCORD DU 10 AVRIL 2012

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250760M
IDCC : 863

Entre :

L'UIMM d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

Le GSEA SIA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barème des rémunérations annuelles garanties applicable pour l'année 2012

Les barèmes fixant pour chaque coefficient de la classification la rémunération annuelle garantie (RAG) en dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré pour un horaire de 35 heures hebdomadaires et pour l'année 2012 sont les suivants :

Barème des RAG

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	OUVRIERS Administratifs Techniciens Maîtrise d'atelier
V	395	29 245
	365	27 708
	335	25 243
	305	23 553

NIVEAU	COEFFICIENT	OUVRIERS Administratifs Techniciens Maîtrise d'atelier
IV	285	22 160
	270	21 048
	255	20 056
III	240	19 236
	225	18 533
	215	18 243
II	190	17 951
	180	17 549
	170	17 372
I	155	17 198
	145	17 023
	140	16 848

Article 2

Application des RAG conformément aux accords des 8 mars 1991 et 31 mai 2002

Le calcul et la vérification des RAG applicables pour l'année 2012 s'effectuent conformément à l'ensemble des dispositions de l'accord national professionnel du 17 janvier 1991 et de l'accord territorial du 8 mars 1991 qui ont créé les rémunérations annuelles garanties et qui ont été repris dans l'accord territorial du 31 mai 2002, créant l'article 14.1.2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective territoriale.

Article 3

Durée d'application de cet accord

Les dispositions du présent accord concernant les rémunérations annuelles garanties (RAG) prendront effet le 1^{er} avril 2012 mais, pour les salariés qui ont un contrat de travail en cours à cette date, les rémunérations annuelles garanties s'appliqueront pour l'ensemble de l'année 2012 dès lors que leur présence dans l'entreprise est antérieure au 1^{er} janvier 2012. En cas d'arrivée en cours d'année 2012 et s'ils sont toujours présents au 1^{er} avril 2012, les rémunérations annuelles garanties s'appliqueront *pro rata temporis*. De même, en cas d'arrivée dans l'entreprise après le 1^{er} avril 2012, les rémunérations annuelles garanties s'appliqueront *pro rata temporis*.

Cet accord s'appliquera jusqu'à la signature du prochain accord salarial qui sera conclu ultérieurement entre l'UIMM d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan et les organisations syndicales de salariés.

Les parties signataires s'engagent à ouvrir une nouvelle négociation dans l'hypothèse où, au cours de cette année 2012, le coefficient 140 serait impacté par l'évolution du Smic calculé du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail à Paris dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

Les parties signataires s'emploieront à demander son extension.

Fait à Rennes, le 10 avril 2012.

(Suivent les signatures.)